

CATHIIinfo

Printemps
2016



Comité d'action **contre la traite humaine**
interne et internationale

Sommaire

- 3 ■ Le CATHII à Rome lors de la Rencontre internationale des religieuses contre la traite, Talitha Kum
- 4 ■ Rendre visibles les femmes abolitionnistes : un 5 à 7 fort réussi
- 6 ■ Les aides familiales à domicile : des droits non protégés
- 8 ■ Médecins du Monde : soigner, témoigner et défendre l'accès aux soins pour tous !
- 10 ■ État de la traite humaine dans le monde : Rapport 2014 de la Fondation Scelles

Pour nous joindre :
info@cathii.org
www.cathii.org
www.facebook.com/CATHII.info
twitter.com/Cathii_info

Le CATHII à Rome lors de la Rencontre internationale des religieuses contre la traite, Talitha Kum



Sainte Josephine
Bakhita (1869-1947)

L'Union Internationale des Supérieures Générales (UISG) a organisé, à Rome, la 2e Rencontre Internationale des Réseaux Talitha Kum. Talitha Kum est le nom choisi pour le Réseau international, qui signifie en araméen « Jeune fille, lève-toi » « Alzati ! ». Venues de tous les continents, les déléguées des réseaux régionaux et locaux se sont retrouvées pour échanger sur leur vécu, évaluer le chemin parcouru et discerner les pistes d'avenir du réseau.

Des représentantes de l'Asie, de l'Océanie, de l'Europe, de l'Afrique, de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine, religieuses de différentes communautés, ont voulu redire fortement leur volonté d'engagement auprès des femmes pour contrer le fléau de la traite des personnes.

La déléguée du CATHII, Nicole Rivard des Sœurs Missionnaires Notre-Dame des Apôtres, s'est dite très impressionnée par la force de l'engagement des religieuses dans le monde entier. Dès le premier jour,

grâce à une carte du monde représentant une mosaïque des lieux de provenance et des lieux où se trouvent des victimes, il est apparu évident que le phénomène de la traite des personnes, avec ses ramifications sur tous les continents, est un monstre contre lequel nous nous battons. Puis les participantes ont constaté aussi, en utilisant la même carte, les types d'engagements des divers réseaux de religieuses. « Que de chemin parcouru depuis la première rencontre à laquelle j'avais participé aussi, il y a 5 ans, toujours comme déléguée du CATHII ! Je peux dire que nous sommes une toile d'araignée bien tissée et efficace parce que solidaire. En effet beaucoup de solidarité sur place, avec d'autres groupes engagés dans la même lutte, permet d'être une force d'action évangélique », souligne sœur Nicole.

« La toile ne peut se tisser que s'il y a prise en charge et visibilité des réseaux, ainsi que reconnaissance du travail fait par la société civile, l'Église, les communautés religieuses, les groupes et organismes non gouvernementaux. Sainte Bakhita était à l'honneur et a inspiré nos travaux. Le jour de sa fête, le 8 février, a été choisi comme Journée mondiale de prière contre la traite des personnes. Que Sainte Bakhita nous accompagne, nous du CATHII, ainsi que toutes les personnes engagées dans cette lutte et qu'elle intercède pour toutes les victimes de ce fléau d'esclavage moderne ! », conclut la déléguée du CATHII.



Rendre visibles les femmes abolitionnistes : un 5 à 7 fort réussi.

Le CATHII a voulu souligner à la fois la mémoire de Sainte Joséphine Bakhita (8 février), la Journée internationale des femmes (8 mars) et la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves (25 mars). La date du 25 février a été choisie pour inviter des représentants et représentantes des communautés religieuses afin de découvrir, par une exposition, dix femmes qui ont agi pour l'abolition de l'esclavage et de la traite au cours des siècles précédents.

En mars 2015, un membre du CATHII a eu la chance de voir cette exposition au siège

des Nations unies à New York sur la mémoire de l'esclavage, sous ce thème : femmes et esclavage. Le CATHII a bénéficié de cette exposition qui a puisé à même le travail fait par le mémorial de l'abolition de l'esclavage de Nantes en France. Le CATHII se situe dans la même lignée que ces femmes dont l'existence et la vie se doivent d'être connues.

Les membres du CATHII travaillent à l'abolition de l'esclavage moderne que sont l'exploitation sexuelle et le travail forcé, des réalités qui perdurent ailleurs dans le monde mais aussi au Canada et au Québec.

Pour souligner sainte Joséphine Bakhita, le CATHII vous invite à un 5 à 7 mettant en lumière l'histoire de 10 femmes engagées dans la lutte contre l'esclavage et la traite humaine au cours des siècles derniers.



Jeudi 25 février 2016 à 17 h 00
Maison mère de la Congrégation de Notre-Dame
2330 Sherbrooke Ouest, Montréal
(Métro Atwater)

17 h : Accueil

17 h 15 : Mot de bienvenue et buffet léger

17 h 45 : Présentation des pionnières
et visite de l'exposition

18 h 30 : Remerciements

Cette activité du Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) est ouverte au public.

Merci de confirmer votre présence par courriel avant vendredi 19 février à :
info@cathii.org



Le livret de prières « Prier pour agir » est disponible sur le site du CATHII :
www.cathii.org/node/200



Heureusement, un document pdf de cette exposition, en français, en anglais et en espagnol, peut être téléchargé du site officiel *Mémoire et esclavage*.

En français : www.un.org/en/events/slaveryremembranceday/2015/pdf/TST20Exhibit20FR.pdf

En anglais : www.un.org/en/events/slaveryremembranceday/2015/pdf/TST%20Exhibit_EN.pdf

En espagnol : www.un.org/en/events/slaveryremembranceday/2015/pdf/TST%20Exhibit%20ES.pdf

LES LIEUX ET LES TYPES D'ACTION DE CES FEMMES ABOLITIONNISTES SONT VARIÉS :

- La Reine Anne d'Angola refuse de livrer son peuple en esclavage aux Portugais ;
- Claire en Guyane Française se bat pour conserver sa liberté ;
- Dandara, au Brésil, est symbole de résistance ;
- Reine Nanny, esclave fugitive, figure spirituelle et stratège militaire, a créé une colonie de marrons en Jamaïque ;
- Sanite en Haïti a contribué à l'insurrection dont le résultat a été la création du premier pays au monde issu d'une révolte d'esclaves ;
- Olympe, en France, critique ouvertement le Code noir et dénonce par le théâtre le système économique esclavagiste ;
- Anne, en Angleterre, s'est battue, avec d'autres, pour l'abolition immédiate de l'esclavage. En 1833, une pétition lancée par elle et d'autres abolitionnistes est soutenue par 350 000 femmes ;
- Sojourner, aux États-Unis, esclave, fait appel au tribunal pour récupérer son fils de 5 ans vendu. Elle obtient justice. Première à faire le lien entre l'oppression des femmes et celles des esclaves. Elle a passé sa vie à se battre contre la ségrégation ;
- Harriet, aux États-Unis, est surnommée Moïse à cause de son engagement à libérer les esclaves par le Chemin de fer clandestin vers le Canada. Harriet Tubman figurera sur le nouveau billet de 20 \$ américain ;
- Josefa, de Sierra Leone, réduite en esclavage, mais dont la musique, les chants et les danses ont été transmis à ses descendants.

Les aides familiales à domicile : des droits non protégés



qui le CATHII collabore, le Conseil canadien des réfugiés présente des cas réels d'exploitation de travailleurs migrants, dont les aides familiales à domicile, soulignant les longues heures de travail, l'isolement, la précarité de leur situation puisque le permis de travail est lié à un seul employeur, le contrôle et les limites de leurs déplacements, les abus psychologiques et physiques, l'exploitation, la violence et le risque d'être victime de traite humaine.

Pour en savoir plus : ccrweb.ca/sites/ccrweb.ca/files/travailleursmigrants4pages.pdf.

Parmi les travailleurs migrants qui constituent une main-d'œuvre bon marché et exposée à l'exploitation et à la traite humaine, mentionnons le cas des aides familiales à domicile.

Plusieurs organisations soulèvent ce fait : les agences de recrutement/placement ainsi que les employeurs ne font pas l'objet d'une surveillance adéquate. La grande majorité des aides familiales venant des Philippines se sont endettées pour venir au Canada.

Quelques chiffres :

On estime à environ 25 000 au Québec et 150 000 au Canada le nombre de ces aides familiales.

La grande majorité de ces travailleuses est issue de l'immigration.

Plus de 90 % du travail domestique est fait par des femmes.

Source : FTQ : ftq.qc.ca/communiques/16-juin-journee-internationale-des-travailleuses-domestiques-2/

Les aides familiales à domicile peuvent être exploitées par les recruteurs et/ou agence de recrutement ainsi que par leur employeur. Parmi les organisations avec

Voir Travail domestique et exploitation : le cas des travailleuses domestiques philippines au Canada, page 7, www.mcgill.ca/ldrl/file/ldrl/15.01.09_rapport_fr_vu2.5.11_0.pdf

LE CAS DES AIDES FAMILIALES ORIGINAIRES DES PHILIPPINES

PINAY (Organisation des Femmes philippines du Québec) a produit, en collaboration avec Jill Hanley professeure à l'École de travail social de l'Université McGill, une étude pour mieux comprendre les expériences des aides familiales avec les agences de placement.

Cette étude a été présentée par Jill Hanley lors d'une journée organisée par le comité migrant du Front de défense des non syndiqués (dont le CATHII est membre), la veille de la Journée internationale du travail migrant du 18 décembre, au Centre Justice et foi, à Montréal.

PINAY a utilisé le projet de recherche comme moyen de rejoindre les femmes originaires des Philippines touchées par le programme et également appliqué les résultats à leurs efforts de mobilisation collective.

Parmi les données recueillies des 44 répondantes, soulignons que leurs réponses couvraient 19 agences de recrutement/placement différentes. La qualité des informations obtenues via ces agences était variable et celles-ci étaient très souvent incomplètes. Parmi les lacunes mises en lumière par l'étude, en moyenne 6 agences sur 10 ne transmettaient aucune information sur le Programme canadien

des aides familiales et 7 sur 10 ne donnaient pas d'information sur le type d'employeur chez qui elles iraient travailler. Moins de la moitié des agences donnaient des informations sur les normes du travail en vigueur au Québec et moins de 4 sur 10 sur la culture locale.

Pour un aperçu plus complet de cette étude, voir un article rédigé par le CATHII qui en fait la présentation: www.cathii.org/etude_pinay_mcgill

En conclusion, 54% des participantes ne croyaient pas que ces agences protégeaient leurs droits et 77 % souhaitaient qu'une meilleure législation vienne protéger leurs droits. Le recul de l'exploitation et de la traite humaine va de pair avec la réalisation des droits humains.

Pour en savoir plus sur la situation des travailleuses domestiques au Canada : www.cips-cepi.ca/wp-content/uploads/2011/10/Moffette.pdf



Le 17 décembre 2015, des membres du comité migrants du Front de défense des non-syndiqués ont apporté au bureau de comté du Premier ministre Justin Trudeau une caricature l'invitant à « mettre fin au lien de dépendance dont sont victimes les personnes migrantes ».

Médecins du Monde : soigner, témoigner et défendre l'accès aux soins pour tous !

CATHII-Info poursuit la série de portraits des différentes organisations qui participent à la Coalition québécoise contre la traite des personnes. La Coalition a été mise sur pied par le CATHII pour mettre en réseau les organismes travaillant auprès des personnes victimes ou à risque de traite afin de prévenir la traite, de protéger les personnes victimes et de s'assurer que les services et le soutien soient adéquats.

Dans ce numéro, nous vous présentons le travail effectué à Montréal par Médecins du Monde, car des victimes d'exploitation et de traite humaine peuvent recourir à leurs services .

L'organisme Médecins du Monde est présent à différents endroits dans le monde. Il a aussi une antenne ici depuis 1996 appelée les opérations nationales. L'organisme peut ainsi donner des services médicaux et psychologiques confidentiels et gratuits à des personnes qui vivent des situations d'exclusion en raison de leur mode de vie, de leur statut, de leur origine, de leur situation socio-économique et qui ont difficilement accès aux services de santé. Certains n'utilisent pas le système de santé du Québec parce qu'ils s'y sentent mal à l'aise, jugés en raison de leur mode de vie ou de leur appartenance à un groupe discriminé (membres des Premières Nations et Inuit, jeunes de la rue, personnes dans l'indus-

trie du sexe, etc.) ou tout simplement parce qu'ils n'y ont pas accès (personnes en attente de régularisation d'un statut.) Parmi ces personnes se retrouvent des victimes d'exploitation sexuelle qui nécessitent des soins de santé.

Médecins du Monde se démarque également par son action de plaider afin que l'État prenne en charge médicalement tous et toutes. L'organisme travaille en quelque sorte afin que, dans un monde idéal, son action devienne superflue. Ce que défend Médecins du Monde Canada depuis sa création il y a 20 ans, c'est le droit à la santé. Récemment, Médecins du Monde a entrepris un travail de sensibilisation auprès du personnel des départements de gynéco-obstétrique des hôpitaux montréalais afin que ceux-ci puissent exprimer leurs difficultés vécues tout en essayant de sensibiliser les équipes aux différents problèmes rattachés aux statuts migratoires précaires notamment chez les femmes migrantes sans statut.

Depuis 2014, les opérations nationales peuvent compter sur un véhicule tout équipé : La Clinique mobile de Médecins du Monde est très pratique pour rejoindre les personnes désaffiliées du système de santé en collaboration avec des organismes communautaires partenaires tels que le Centre d'amitié autochtone et des organismes de travail de rue et des motorisés d'intervention comme l'Anonyme, un organisme membre de la Coalition québécoise contre la traite des personnes. Des infirmières de proximité se rendent à son bord selon un horaire préétabli et rencontrent les personnes qui ont des problèmes de santé. Au besoin, elles les réfèrent à des équipes spécialisées dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Cent-dix (110) médecins québécois et 235 bénévoles, dont de nombreux infirmiers et infirmières, ont travaillé gracieusement l'an dernier à temps partiel aux opérations nationales de Médecins du Monde. L'empathie et le respect de la dignité des personnes sont de mise pour toutes les personnes impliquées auprès de cet organisme. Par ailleurs, les infirmières, les travailleuses sociales et les psychologues sont des employés réguliers rémunérés étant donné que la continuité est très importante dans leur cas. Les liens de confiance sont difficiles à établir et les relations à long terme doivent être favorisés. Des sessions de psychothérapie individuelles et de groupe sont ainsi offertes à plus de 60 organismes communautaires à Montréal, une offre très appréciée par le milieu.

Les quartiers visités sont le Centre-Ville, Hochelaga-Maisonneuve, Parc-Extension, Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal-Nord et Saint-Henri.

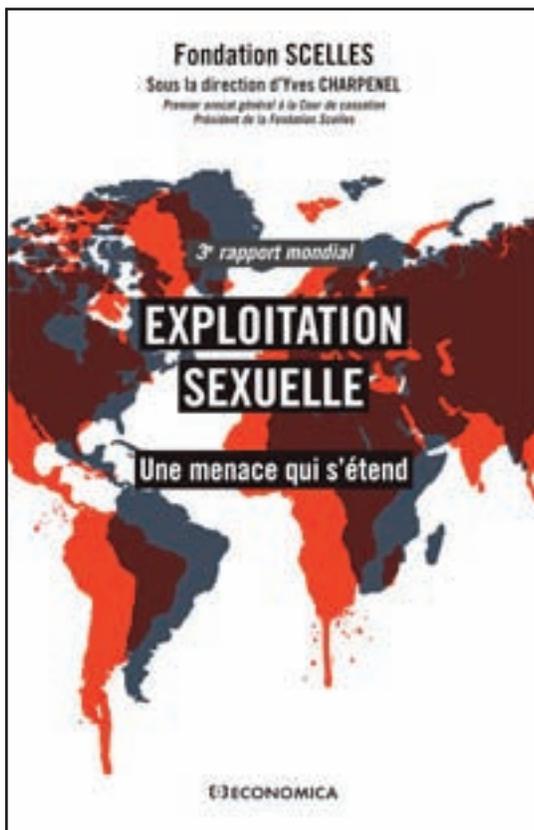
L'organisme est toujours en mode adaptation car les quartiers où il faut aller

changent, les besoins également. Médecins du Monde a ainsi été appelé à mettre sur pied en 2011 le projet Migrants qui inclut une Clinique pour migrants à statut précaire. Le volet nommé *outreach* s'attelle à faire du repérage pro-actif auprès des personnes qui auraient un statut d'immigration précaire et qui n'auraient pas accès aux soins de santé. Ces personnes ont souvent peu de connaissance sur les ressources et ont besoin d'une panoplie de services médicaux (prévention des infections transmises sexuellement par exemple, suivi de femmes enceintes, etc.). Certaines femmes viennent de Laval, Longueuil et même de Québec pour ce dernier service. Médecins du Monde participe aux rencontres de la Coalition québécoise contre la traite des personnes et apprécie ce lieu qui permet de réfléchir ensemble sur des enjeux qui les touchent, de faire passer l'information et de s'organiser ensemble. Leur déléguée apprécie d'échanger avec d'autres intervenants et intervenantes qui comprennent les réalités que l'organisme côtoie.

Clinique mobile de Médecins du monde



État de la traite humaine dans le monde : Rapport 2014 de la Fondation Scelles



Ce document est disponible en français et en anglais, en format PDF sur le site de la Fondation Scelles : www.fondationscelles.org/fr/tribunes?view=article&id=73

Sous le titre « 3e rapport mondial : Exploitation sexuelle, une menace qui s'étend » nous est présenté un panorama détaillé de la situation dans 66 pays par le Fondation Scelles, organisme réputé par son combat contre l'exploitation sexuelle.

Avant chaque présentation d'un pays, on retrouve des données générales comme la taille de la population, le produit intérieur brut par habitant (en dollars américains pour

faciliter les comparaisons), l'indice de développement humain, le régime politique, l'indice d'inégalité de genre, un aperçu de la législation sur la prostitution et la traite dans ce pays, les traités signés, les profits de l'industrie du sexe si une estimation existe, s'il s'agit d'un pays d'origine, de transit et/ou de destination, etc.

L'ouvrage contient également un éclairage critique sous la forme d'une série d'articles rédigés par des spécialistes mettant en perspective des sujets qui ont marqué l'année 2012, année de la collecte de données ayant servi à la rédaction du rapport : par exemple, sexe et pouvoir, presse et prostitution, marchés criminels, cybertraite et cyberproxénétisme, tourisme sexuel (incluant les événements sportifs d'envergure) et les réponses judiciaires.

Le rapport part de la prémisse que l'exploitation d'autres êtres humains ne doit pas être réduite à des drames individuels, mais est au contraire l'affaire de tous. :

« À la faveur de la crise de l'économie mondiale, des étudiantes, des femmes au foyer, des chômeuses ont de plus en plus souvent recours à la prostitution, de manière occasionnelle ou durable, pour arrondir leurs fins de mois et tenter de sortir d'une situation précaire. La Grèce, par exemple, a fait le constat du développement considérable de la prostitution clandestine » (p. 1 du rapport).

Pour illustrer le propos majeur du rapport, donnons quelques éléments relatifs aux cas de quatre pays décrits dans ce rapport : l'Italie, la Chine, l'Arabie Saoudite et Haïti.

ITALIE :

La prostitution est autorisée à titre privé dans des appartements (pas plus de 2 personnes). Le chiffre d'affaires de l'industrie du sexe est estimé entre 2 et 6 milliards d'euros (2,25 à 6,75 milliards de dollars américains).

Le nombre de prostituées est estimé entre 50,000 et 100,000 dont entre 8000 et 20,000 nigérianes. Le nombre de victimes de traite prostitutionnelle se situerait entre 19,000 et 26,000. Les ressortissants roumains et les mineurs non accompagnés qui transitent par l'Italie sont nombreux parmi ceux-ci.

Pas moins de 80,000 Italiens partiraient chaque année en quête de relations sexuelles avec des mineurs en Asie, en Amérique latine et en Afrique, ce qui place l'Italie en tête de ce triste palmarès parmi les pays européens.

CHINE :

Cette république à parti unique traite la prostitution comme un mal à éradiquer par la seule répression. La situation des personnes prostituées en Chine est extrêmement précaire. Celles-ci sont amplement victimes de discrimination, de violences, de détentions arbitraires, de travail forcé... et des cas de policiers leur demandant des faveurs sexuelles en échange de leur libération sont très bien documentés.

Le phénomène de traite interne serait important et des victimes chinoises se retrouvent également en Thaïlande, en Birmanie, en Europe, en Afrique et dans les Amériques. En Chine se retrouvent également des victimes originaires de nombreux pays dans le monde. La police utiliserait la possession de préservatifs, moyens pour les femmes de se protéger, comme une preuve que les personnes suspectées ont bel et bien une activité prostitutionnelle.

ARABIE SAOUDITE :

L'État ne fournit aucune donnée officielle sur la prostitution. Il s'agit d'un régime qui assimile la prostitution à l'adultère et prévoit des peines très sévères à la fois pour la personne prostituée, le client et le proxénète (pouvant aller jusqu'à la peine de mort). Peu de femmes saoudiennes sont prostituées.

Bien que la prostitution soit interdite et qu'il est difficile de démanteler les réseaux opérant dans des lieux extrêmement discrets, ou qui impliqueraient des proches de la famille royale et qui seraient réservés à des gens très riches, le phénomène de l'exploitation sexuelle des travailleuses étrangères est assez développé. Des femmes asiatiques et indiennes sont kidnappées et forcées à se prostituer. Par ailleurs, la prostitution en Arabie saoudite revêt d'autres formes, notamment avec la pratique des mariages temporaires en échange d'une rémunération puisque les relations sexuelles hors mariage sont strictement interdites. L'explosion du tourisme sexuel dans les régions voisines est le fait d'hommes originaires des pays du Golfe. Par exemple, des Saoudiens se rendent en Irak et en Égypte pour se marier avec des jeunes filles mineures de manière temporaire, ce qui peut être assimilé à de la prostitution qu'on tente de cacher.

HAÏTI :

On assiste à une prédominance d'une prostitution de survie et à l'émergence récente d'une prostitution de jeunes filles et de jeunes hommes moins pauvres au départ mais considérant cela comme une voie rapide de se faire de l'argent, attirés par la consommation et le luxe. Par ailleurs, en 2012, trois ans après l'important tremblement de terre, les camps d'urgence ont été démantelés en partie pour se recréer en formant des bidonvilles à la périphérie des villes. La présence de la Mission des Nations Unies de Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) soulève parfois de graves problèmes puisque des scandales ont éclaté au sujet de viols de jeunes hommes et de jeunes filles par des soldats onusiens dans les camps et dans les villages. Dans la région du Plateau central, un glissement s'opère de la prostitution individuelle vers des réseaux de proxénètes. Des clubs et des maisons de débauche opèrent jour et nuit et des maisons privées sont également utilisées. Différentes associations communautaires luttent contre la prostitution et les violences en offrant différents services aux femmes et aux enfants touchés, mais doivent faire face à la banalisation de la prostitution.